

### À PROPOS DU COMMUNIQUÉ DE L'ANDÉA SUR LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

La CNEÉA se réjouirait de la prise de position de l'association des directeurs si...

Il était temps, au regard de la situation politique, que cet atermolement prenne fin – à moins que ce ne soit une stratégie de communication : être le dernier à se prononcer. Il est dommage cependant qu'elle le fasse au titre des écoles engageant à la fois les structures et leurs personnels qu'elle ne représente pas.

#### **Cette position met en danger les établissements quelle que soit l'issue du second tour.**

L'ANDÉA joue les stratèges et les généraux de bureau et envoie le petit peuple des écoles au casse-pipe. Quels que soient les résultats des élections, la position tenue par l'ANDÉA a d'ores et déjà fragilisé les établissements en situation incertaine. A notre connaissance, certains directeurs ont déjà souligné l'erreur de ce communiqué ; certains présidents d'EPCC reprochent déjà à une association qu'ils subventionnent par le biais des écoles de ne pas être cohérente avec son statut.

L'autre erreur de ce communiqué, c'est de créer la confusion : **l'ANDÉA n'est pas représentative des personnels** (c'est une association de structure dont le bureau est essentiellement constitué de directeurs – doit-on donc voir dans ce communiqué une réaction instinctive de survie de la part des directeurs ?) et les considérer comme des troupes dont on fait l'inventaire est indécent sans les avoir consultées au préalable. Cette manière de faire est illogique, incohérente – surtout au regard du positionnement de l'ANDÉA depuis des années. Il crée la confusion également en utilisant le travail d'autres associations qui se positionnent clairement : les écoles doivent voir leur statut évoluer vers autre chose que l'EPCC qui porte en son sein le risque de la manipulation politique contradictoire avec l'enseignement supérieur ; le statut des personnels doit également évoluer pour que soit garantie la liberté d'enseignement portée par le code de l'éducation.

Il faut remarquer que la proposition de l'ANDÉA encore une fois esquive la réalité du problème. La position à prendre n'est pas uniquement de circonstance. La situation a une histoire. Ce qui se joue là a une histoire. Il est utile de contextualiser : L'acceptation pure et simple de l'organisation des EPCC a été une erreur. Dès la mise en place de cette structure la CNEÉA a averti du risque d'une main mise du politique sur les écoles. Que ce risque devienne évident aujourd'hui doit permettre de faire évoluer le statut des écoles.

Nous l'avons signifié à nouveau lors des élections municipales lorsqu'un élu Front national a été installé dans le conseil d'administration de l'école de Marseille en juillet 2014 – faut-il rappeler le silence opportuniste de l'ANDÉA à ce moment ? (*en d'autres occasions où la pression du politique fut sensible, comme à Bordeaux pour la nomination d'un directeur contre l'avis du conseil d'administration, l'ANDÉA s'est également tue !*)

Nous l'avons également signifié dans le courrier adressé aux présidents des conseils d'administration et à celui à la ministre de la Culture du 6 novembre 2015.

Nous l'avons à nouveau signalé dans le courrier aux candidats aux élections régionales avant le premier tour.

La relation ambiguë des directeurs avec le politique a été clairement exprimée lors des journées organisées par le CIPAC sur les enjeux de la réforme territoriale le 28 mai 2015. Publiquement, le directeur de l'Association des directeurs (*en réponse à la CNEÉA qui soutient l'idée que les écoles doivent se doter d'une organisation qui autonomise leur fonctionnement*) affirma que le fonctionnement d'une école dépendait de la bonne relation du directeur de l'établissement avec le politique.

La solution est évidente ; elle est celle de la neutralisation du politique dans le fonctionnement des écoles. Pour cela, il faut faire évoluer la nature de l'EPCC pour que les conseils d'administration ne soient plus un instrument du politique-qui-finance et que la nomination des directeurs soit cohérente avec les usages de l'enseignement supérieur.

C'est un enjeu que la CNEÉA a sans cesse signalé.

Il faut être précis dans la manière de poser les problèmes.

Nos écoles ne doivent pas se replier sur elles-mêmes pour poser les questions actuelles.

Nous ne pouvons plus nous contenter d'un regard sur l'extérieur depuis la tour d'ivoire de l'art. Ce serait nier la situation politique actuelle et occulter les problèmes actuels des écoles.

Ce communiqué ne doit pas servir à nourrir et alimenter une posture. Les écoles ne sont pas des monastères, ni des forteresses. Elles ne peuvent l'être, au regard de la situation présente. Elles sont parcourues et travaillées par les problèmes du monde contemporain.

Faire de la politique ce serait déjà, au minimum, affronter les questions difficiles qui traversent les écoles depuis le passage à l'EPCC.

La CNEÉA se réjouit donc de cette manifestation publique de l'Andéa mais s'inquiète de la faiblesse des propositions.

L'ANDÉA pourrait commencer par assumer son statut d'association de directeurs et se servir de ce statut et faire levier au sein des conseils d'administration pour que se construise une politique d'enseignement supérieur digne des écoles d'art et de design. Nous le savons tous d'expérience, ce n'est hélas pas le cas...

Si les écoles veulent faire face au présent, il va donc falloir construire autre chose que des remparts ou des séminaires qui les isolent.

***Il va falloir ouvrir en grand les portes des écoles !***

**la CNEÉA**